

• Outils

- Registre national d'immatriculation des Copropriétés

OCTOBRE 2025

Notice descriptive des données du « registre national d'immatriculation des Copropriétés »

Introduction

Instauré par la loi ALUR, le registre vise à recenser les copropriétés à usage d'habitat. Il permet de procéder en ligne à l'immatriculation et à la mise à jour des données d'une copropriété par son représentant légal ou par un notaire, et d'accéder à un annuaire et à des données statistiques. Les données collectées contribuent aux politiques publiques à destination des copropriétés.

En vertu de l'article L711-2 du code de la construction et de l'habitation, les données du registre doivent être publiées notamment :

- le nom, l'adresse, la date de création du syndicat, le nombre et la nature des lots qui composent la copropriété ainsi que, le cas échéant, le nom du syndic ;
- si le syndicat fait l'objet d'une procédure prévue aux articles 29-1 A ou 29-1 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ou à l'article L. 615-6 du présent code ;
- si le syndicat fait l'objet d'un arrêté pris en application du chapitre Ier du titre Ier du livre V du présent code.

1. Contexte

Depuis le 10 octobre 2016, par arrêté ministériel, l'Anah a été désignée comme teneur du registre, du fait de son implication dans le suivi et le traitement des copropriétés fragiles et dégradées depuis plus de 20 ans. A ce titre, l'Agence doit :

- Assurer la mise en ligne, le fonctionnement et l'exploitation du registre, en mettant en œuvre des études de niveau national sur la situation et l'évolution du parc de copropriétés ;
- Promouvoir le registre auprès des collectivités locales et du monde professionnel des copropriétés (syndics, notaires, administrateurs judiciaires...);
- Etablir un rapport annuel analysant les données disponibles dans le registre, ainsi que des études sur l'état et l'évolution du parc de copropriétés, de manière à soutenir les actions de prévention, d'accompagnement ou de redressement des copropriétés fragiles ou en difficulté.

Le registre recueille l'ensemble des données techniques, juridiques et financières des copropriétés afin d'améliorer la connaissance du parc français, de permettre aux pouvoirs publics de mieux comprendre les processus de fragilisation et de mettre à disposition des syndics ou futurs copropriétaires des éléments comparatifs, notamment les charges de copropriété.

Ses données sont déclaratives et doivent être actualisées annuellement par le représentant légal de la copropriété.

Pour les collectivités et les pouvoirs publics – autrement appelés « institutionnels » - le registre est à la fois un outil de connaissance du parc et un support d'information et de sensibilisation auprès des acteurs de la copropriété sur un territoire donné. De ce fait, l'ensemble des données leur sont accessibles, permettant ainsi de consolider la connaissance du parc de copropriétés sur un territoire par ses caractéristiques (nombre, localisation, âge, taille) et son état.

De plus, il leur ouvre la possibilité de réaliser des études via des traitements statistiques (nouveaux indicateurs avec des fichiers fonciers et autres données existantes), de cartographies et de comparaison.

Une partie des données est également accessible pour le grand public via deux possibilités :

- L'annuaire du Registre que l'on retrouve sur le site Internet : <https://www.registre-coproprietes.gouv.fr/annuaire>
- Le site Internet : <https://www.data.gouv.fr/fr/pages/donnees-logement-urbanisme/>, rubrique « Registre national d'Immatriculation des Copropriétés ».

Les données sont publiées depuis le 22 juillet 2022 et sont actualisées trimestriellement.

2. Liste des données

COLONNE	IDENTIFIANT TECHNIQUE	LIBELLÉ	DESSCRIPTIF	FORMAT
1	epci	EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale	9 caractères
2	commune	Commune	Code commune (= code INSEE de l'adresse de référence géocalisée ou code INSEE de la parcelle cadastrale)	5 caractères
3	numero_d_immatriculation	Numéro d'immatriculation		caractères alphanumériques
4	date_d_immatriculation	Date d'immatriculation	Date de la première immatriculation sur le site du registre	Format de date AAAA-MM-JJ
5	date_de_la_derniere_maj	Date de la dernière MAJ	Date de la dernière mise à jour des informations de la copropriété sur le site du registre	Format de date AAAA-MM-JJ
6	type_de_syndic_benevole_professionnel_non_connu	Type de syndic : bénévole / professionnel / non connu	Catégorie du représentant légal	
7	identification_du_representant_legal_raison_sociale_et_le_numer	Identification du représentant légal (raison sociale et le numéro SIRET du syndic professionnel)	S'il existe, numéro d'identité du syndicat de copropriétaires mentionné au deuxième alinéa de l'article R. 123-222 du code de commerce, Identité non partagée en Open Data pour les syndics bénévoles	
8	raison_sociale_du_representant_legal	Raison sociale du représentant légal	S'il existe, raison sociale du représentant légal (colonne « identification du représentant » légal sans le numéro de SIRET), Identité non partagée en Open Data pour les syndics bénévoles	
9	siret_du_representant_legal	SIRET du représentant légal	S'il existe, numéro d'identité du syndicat de copropriétaires mentionné au deuxième alinéa de l'article R. 123-222 du code de commerce	14 chiffres
10	code_ape	Code APE	Le code APE (activité principale exercée) permet d'identifier la branche d'activité principale du travailleur indépendant ou de la société	5 caractères (4 chiffres, 1 lettre)
11	commune_du_representant_legal	Commune du représentant légal		38 caractères alphanumériques maximum
12	mandat_en_cours_dans_la_copropriete	Mandat en cours dans la copropriété	Si un mandat existe cela signifie que la copropriété fait l'objet d'un rattachement à un représentant légal (syndic ou administrateur provisoire). La mention « expirée sans successeur » signifie que le mandat est arrivé à son terme et que l'ancien représentant légal n'a pas déclaré de successeur ou n'a pas encore renouvelé son mandat. A contrario la mention « expirée avec successeur déclaré » signifie que l'ancien représentant légal a désigné un successeur dont le mandat n'a pas encore débuté.	Choix entre: Mandat en cours Pas de mandat en cours Mandat expiré sans successeur déclaré Mandat expiré avec successeur déclaré
13	date_de_fin_du_dernier_mandat	Date de fin du dernier mandat	Date de fin du dernier mandat déclaré sur le site du registre (le mandat peut être en cours)	Format de date AAAA-MM-JJ

14	nom_d_usage_de_la_copropriete	Nom d'usage de la copropriété		50 caractères alphanumériques maximum
15	adresse_de_reference	Adresse de référence	1ère adresse figurant au règlement de copropriété	Voie - 1 seul numéro de rue Code postal - 5 chiffres Commune - caractères alphanumériques
16	numero_et_voie_adresse_de_reference	Numéro et voie de l'adresse de référence	1ère adresse figurant au règlement de copropriété	Voie - 1 seul numéro de rue
17	code_postal_adresse_de_reference	Code postal de l'adresse de référence	1ère adresse figurant au règlement de copropriété	Code postal - 5 chiffres
18	commune_adresse_de_reference	Adresse complémentaire 1	Autres adresses figurant au règlement de copropriété	Voie avec une plage de numéros autorisée Code postal Commune
19	adresse_complementaire_1	Adresse complémentaire 2		
20	adresse_complementaire_2	Adresse complémentaire 3		
21	adresse_complementaire_3	Nombre d'adresses complémentaires		
22	nombre_d_adresses_complementaires	Long	Longitude - coordonnées de géolocalisation	
23	long	Lat	Latitude - coordonnées de géolocalisation	
24	lat	Date du règlement de copropriété	Date figurant sur le règlement de copropriété	Format de date AAAA-MM-JJ
25	date_du_reglement_de_copropriete	Résidence service	Résidence-service relevant de l'article 41-1 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée	Choix entre oui ou non
26	residence_service	Syndicat coopératif	Pour un syndic non professionnel : syndicat coopératif relevant du deuxième alinéa de l'article 14 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée	Choix entre oui ou non
27	syndicat_cooperatif	Syndicat principal ou syndicat secondaire	Syndicat principal ou syndicat secondaire au sens de l'article 27 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée	Choix entre principal ou secondaire
28	syndicat_principal_ou_syndicat_secondaire	Si secondaire, n° d'immatriculation du principal	Champ facultatif	9 caractères (2 lettres, 7 chiffres)
29	si_secondaire_n_d_immatriculation_du_principal	Nombre d'ASL auxquelles est rattaché le syndicat de copropriétaires	Rattachement du syndicat de copropriétaires à l'une des associations prévues par l'ordonnance du 1er juillet 2004 susvisée	Chiffre inférieur ou égal à 99
30	nombre_d_asl_auxquelles_est_rattache_le_syndicat_de_coproprietaires	Nombre d'AFUL auxquelles est rattaché le syndicat de copropriétaires	Rattachement du syndicat de copropriétaires à l'une des associations prévues par l'article L. 322 du code de l'urbanisme	Chiffre inférieur ou égal à 99
31	nombre_d_aful_auxquelles_est_rattache_le_syndicat_de_coproprietaires	Nombre d'Unions de syndicats auxquelles est rattaché le syndicat de copropriétaires	Rattachement du syndicat de copropriétaires à une union de syndicats mentionnée au II de l'article 28 de la loi du 10 juillet 1965 susvisée	Chiffre inférieur ou égal à 99

32	nombre_d_unions_de_syndicats_auxquelles_est_rattache_le_syndica	Nombre total de lots	Défini par la loi du 10 juillet 1965	Chiffre inférieur ou égal à 99999
33	nombre_total_de_lots	Nombre total de lots à usage d'habitation, de bureaux ou de commerces	Défini par la loi du 10 juillet 1966	Chiffre inférieur ou égal à 99999
34	nombre_total_de_lots_a_usage_d_habitation_de_bureaux_ou_de_comm	Nombre de lots à usage d'habitation	Il s'agit des lots à usage total ou partiel d'habitation. Le nombre de lots à usage d'habitation comprend ainsi les lots à usage mixte, incluant de l'habitation et une autre activité (par exemple habitation et profession libérale).	Chiffre inférieur ou égal à 99999
35	nombre_de_lots_a_usage_d_habitation	Nombre de lots de stationnement	Tout type de stationnement : aérien ou protégé, y compris garages	Chiffre inférieur ou égal à 99999
36	nombre_de_lots_de_stationnement	Nombre d'arrêtés relevant du code de la santé publique en cours	Situations prévues aux articles L. 1331-24, L. 1331-26, L. 1331-26-1, L. 1334-2 ou L. 1334-16 du code de la santé publique	
37	periode_de_construction	Nombre d'arrêtés de péril sur les parties communes en cours	Situations prévues aux articles L. 511-2 ou L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation	
38	reference_cadastrale_1	Nombre d'arrêtés sur les équipements communs en cours	Situations prévues aux articles L. 129-1 ou 129-3 ou L. 129-4-1 du code de la construction et de l'habitation	
39	code_insee_commune_1	Période de construction	Période temporelle au cours de laquelle l'immeuble a été construit.	Choix entre : Avant 1949 De 1949 à 1960 De 1961 à 1974 De 1975 à 1993 De 1994 à 2000 De 2001 à 2010 Après 2010 Non connue
40	prefixe_1	Référence Cadastre 1	Code INSEE + préfixe + section + numéro de parcelle Références cadastrales figurant sur le règlement de copropriété, telles qu'enregistrées au cadastre	14 caractères alphanumériques maximum
41	section_1	Code INSEE commune 1		8 chiffres maximum
42	numero_parcelle_1	Préfixe 1		3 caractères alphanumériques maximum
43	reference_cadastrale_2	Section 1		2 caractères alphanumériques maximum
44	code_insee_commune_2	Numéro parcelle 1		4 caractères alphanumériques maximum
45	prefixe_2	Référence Cadastre 2	Code INSEE + préfixe + section + numéro de parcelle Références cadastrales figurant sur le règlement de copropriété, telles qu'enregistrées au cadastre	14 caractères alphanumériques maximum
46	section_2	Code INSEE commune 2		8 chiffres maximum
47	numero_parcelle_2	Préfixe 2		3 caractères alphanumériques maximum

48	reference_cadastrale_3	Section 2		2 caractères alphanumériques maximum
49	code_insee_commune_3	Numéro parcelle 2		4 caractères alphanumériques maximum
50	prefixe_3	Référence Cadastre 3	Code INSEE + préfixe + section + numéro de parcelle Références cadastrales figurant sur le règlement de copropriété, telles qu'enregistrées au cadastre	14 caractères alphanumériques maximum
51	section_3	Code INSEE commune 3		8 chiffres maximum
52	numero_parcelle_3	Préfixe 3		3 caractères alphanumériques maximum
53	nombre_de_parcelles_cadastrales	Section 3		2 caractères alphanumériques maximum
54	nom_qp_2015	Numéro parcelle 3		4 caractères alphanumériques maximum
55	code_qp_2015	Nombre de parcelles cadastrales	Total des parcelles cadastrales de la copropriété	
56	nom_qp_2024	nom_qp_2015	nom du quartier prioritaire de la politique de la ville - Les périmètres des quartiers prioritaires de la politique de la ville sont fixés par le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 pour la métropole et par le décret n° 2014-1751 du 30 décembre 2014 pour les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française.	
57	code_qp_2024	code_qp_2015	code du quartier prioritaire de la politique de la ville (périmètres 2015)	caractères alphanumériques
58	copro_dans_acv	nom_qp_2024	nom du quartier prioritaire de la politique de la ville (périmètres 2024)	
59	copro_dans_pvd	code_qp_2024	code du quartier prioritaire de la politique de la ville (périmètres 2024)	caractères alphanumériques
60	code_de_pdp	Copro dans ACV	Programme « Action cœur de ville »	Choix entre oui ou non
61	copro_dans_pdp	Copro dans PVD	Programme « Petites villes de demain »	Choix entre oui ou non
62	copro_aidee	Copro aidée	Information sur l'octroi de subventions à la copropriété, dans le cadre d'un dispositif de l'Anah à destination des syndicats de copropriété (MPR Copro, Autonomie, etc.). Seules les subventions engagées depuis 2014 sont comptabilisées	Choix entre oui ou non
63	code_officiel_commune	Code Officiel Commune	Code géographique de la commune (Insee)	5 caractères alphanumériques
64	nom_officiel_commune	Nom Officiel Commune	Libellé géographique de la commune (Insee)	200 caractères maximum
65	code_officiel_arrondissement_commune	Code Officiel Arrondissement Commune	Code géographique de l'arrondissement (Insee)	5 caractères alphanumériques
66	nom_officiel_arrondissement_commune	Nom Officiel Arrondissement Commune	Libellé géographique de l'arrondissement (Insee)	200 caractères maximum
67	code_officiel_epci	Code Officiel EPCI	Code géographique de l'établissement public à fiscalité propre ou de la métropole (Insee)	5 caractères alphanumériques

68	nom_officiel_epci	Nom Officiel EPCI	Libellé géographique de l'EPCI ou de la Métropole (Insee)	200 caractères maximum
69	code_officiel_departement	Code Officiel Département	Code géographique du département (Insee)	3 caractères alphanumériques
70	nom_officiel_departement	Nom Officiel Département	Libellé géographique du département (Insee)	200 caractères maximum
71	code_officiel_region	Code Officiel Région	Code géographique de la région (Insee)	3 caractères alphanumériques
72	nom_officiel_region	Nom Officiel Région	Libellé géographique de la région (Insee)	200 caractères maximum